

Rapport financier 2009 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom Candiac

Code géographique 67020 Code 01

Type d'organisme municipal Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés	S4 - S25
Renseignements non vérifiés consolidés	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel vérifié	S31 - S34
Autres renseignements non vérifiés	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mme Sylvie Landry CGA, atteste la véracité du rapport financier
consolidé de Candiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.
(Nom de l'organisme)

Date 2010-07-05 Signature _____

Dernière modification : 2010-07-05 16:01:39

Réservé au ministère

90 414 539	8 124 185	18 806 706	1,0137
------------	-----------	------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés	
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers consolidés	6
Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements non vérifiés consolidés	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié l'état consolidé de la situation financière de la Ville de Candiac au 31 décembre 2009 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Candiac au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de la dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

LIEU Saint-RémiDATE 2010-04-08

Dernière modification : 2010-07-05 16:01:39

Réservé au ministère

90 414 539

8 124 185

18 806 706

1,0137

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

LIEU _____

DATE _____

Dernière modification : 2010-07-05 16:01:39

Réservé au ministère

90 414 539	8 124 185	18 806 706	1,0137
------------	-----------	------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Réalizations 2008		Budget 2009		Réalizations 2009		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	19 939 934	22 861 500	21 571 872				21 571 872
Paiements tenant lieu de taxes	240 086	214 000	234 034				234 034
Quotes-parts						3 930 662	
Transferts	477 945	467 700	305 626			1 237 957	1 543 583
Services rendus	3 814 838	2 911 100	3 846 107			2 022 998	5 869 105
Imposition de droits	2 508 971	376 200	2 695 584				2 695 584
Amendes et pénalités	343 249	110 000	373 588			478 111	851 699
Intérêts	376 371	115 000	253 409			9 660	263 069
Autres revenus	128 967		39 443			247 973	339 981
	27 830 361	27 055 500	29 319 663			7 927 361	33 368 927
Investissement							
Taxes			40 570				40 570
Quotes-parts	9 582						
Transferts	856 000		1 621 370			166 477	1 787 847
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	7 939 030	1 485 000	5 930 922				5 930 922
Autres							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
	8 804 612	1 485 000	7 592 862			166 477	7 759 339
	36 634 973	28 540 500	36 912 525			8 093 838	41 128 266
Charges							
Administration générale	3 684 844	3 968 000	4 053 440		108 867		4 162 307
Sécurité publique	3 189 179	3 555 400	3 669 161		96 852	3 820 660	5 100 351
Transport	3 335 290	3 143 800	3 517 620		1 410 055	2 414 551	7 067 373
Hygiène du milieu	4 804 064	5 092 500	5 011 049		1 835 526	2 300 143	8 029 796
Santé et bien-être							
Aménagement, urbanisme et développement	1 048 660	1 062 700	1 101 878		40 341		1 142 219
Loisirs et culture	3 424 512	3 761 000	3 837 517		610 059		4 447 576
Réseau d'électricité							
Frais de financement	2 262 989	2 336 500	2 475 263			579 196	3 054 459
Amortissement des immobilisations	4 570 578	4 270 802	4 101 700 (4 101 700)		
	26 320 116	27 190 702	27 767 628			9 114 550	33 004 081
	10 314 857	1 349 798	9 144 897			(1 020 712)	8 124 185
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Réalizations 2008		Budget 2009		Réalizations 2009		Total consolidé 1
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 314 857	1 349 798	9 144 897	(1 020 712)	8 124 185	
Moins: revenus d'investissement	2	(8 804 612)	(1 485 000)	(7 592 862)	(166 477)	(7 759 339)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 510 245	(135 202)	1 552 035	(1 187 189)	364 846	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	4 570 578	4 270 802	4 101 700	572 850	4 674 550	
Produit de cession	5	23 361		28 148	3 253	31 401	
(Gain) perte sur cession	6	(19 569)		2 847	(1 828)	1 019	
Réduction de valeur	7						
	8	4 574 370	4 270 802	4 132 695	574 275	4 706 970	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	96 774					
Réduction de valeur	10						
	11	96 774					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	65 414		145 363		145 363	
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 763 842)	(2 992 100)	(2 999 100)	(4 194 274)	(7 193 374)	
	18	(2 698 428)	(2 992 100)	(2 853 737)	(4 194 274)	(7 048 011)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(143 603)	(978 000)	(145 298)	(62 653)	(207 951)	
Excédent (déficit) accumulé	20	286 000	480 000				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	(479 824)	(645 500)	(664 329)	4 362 807	3 698 478	
réserves financières et fonds réservés	22	(34 459)		(79 336)	838 292	758 956	
Montant à pourvoir dans le futur	23				(34 881)	(34 881)	
Financement des investissements en cours	24	(371 886)	(1 143 500)	(888 963)	5 103 565	4 214 602	
	25	1 600 830	135 202	389 995	1 483 566	1 873 561	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	3 111 075		1 942 030	296 377	2 238 407	

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Réalizations 2008		Budget 2009		Réalizations 2009	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	8 804 612	1 485 000	7 592 862	166 477	7 759 339
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition	2	(393 076)	(7 000)	(13 755)	()	(13 755)
Administration générale	3	(1 031 489)	(25 500)	(45 114)	(197 961)	(243 075)
Sécurité publique	4	(9 056 298)	(7 915 500)	(8 900 902)	(178 918)	(9 079 820)
Transport	5	(6 156 232)	(3 135 500)	(3 812 582)	(25 561)	(3 838 143)
Hygiène du milieu	6	()	()	()	()	()
Santé et bien-être	7	(79 378)	(76 000)	(116 204)	()	(116 204)
Aménagement, urbanisme et développement	8	(510 034)	(1 908 000)	(1 400 815)	()	(1 400 815)
Loisirs et culture	9	()	()	()	()	()
Réseau d'électricité	10	(17 226 507)	(13 067 500)	(14 289 372)	(402 440)	(14 691 812)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 119 089	8 285 000	9 202 737		9 202 737
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	143 603	978 000	145 298	62 653	207 951
Excédent accumulé	15	888 617	1 497 000	909 880		909 880
Excédent de fonctionnement non affecté	16	639 624	822 500	715 817	37 194	753 011
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	17	1 671 844	3 297 500	1 770 995	99 847	1 870 842
	18	(11 435 574)	(1 485 000)	(3 315 640)	(302 593)	(3 618 233)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	(2 630 962)		4 277 222	(136 116)	4 141 106

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Réalizations 2008		Budget 2009		Réalizations 2009	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 314 857	1 349 798	9 144 897	(1 020 712)	8 124 185
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(17 226 507)	(13 067 500)	(14 289 372)	(402 440)	(14 691 812)
Produit de cession	3	23 361		28 148	3 253	31 401
Amortissement	4	4 570 578	4 270 802	4 101 700	572 850	4 674 550
(Gain) perte sur cession	5	(19 569)		2 847	(1 828)	1 019
Réduction de valeur	6					
	7	(12 652 137)	(8 796 698)	(10 156 677)	171 835	(9 984 842)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	96 774				
Variation des stocks de fournitures	9	(24 096)		(16 768)		(16 768)
Variation des autres actifs non financiers	10	342 129		280 846	(9 918)	270 928
	11	414 807		264 078	(9 918)	254 160
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(1 922 473)	(7 446 900)	(747 702)	(858 795)	(1 606 497)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(56 356 736)	(58 279 209)	(58 279 209)	774 753	(57 504 456)
Redressement aux exercices antérieurs	14					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(56 356 736)	(58 279 209)	(58 279 209)	774 753	(57 504 456)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(58 279 209)	(65 726 109)	(59 026 911)	(84 042)	(59 110 953)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

	2008		2009		2008	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	Total consolidé	Total consolidé
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse (note 4)	1	4 362 805	3 871 506	431 726	4 303 232	9 108 988
Placements temporaires (note 4)	2			996 640	996 640	833 819
Débiteurs (note 5)	3	4 864 101	5 513 708	1 679 232	7 175 284	6 995 904
Prêts (note 6)	4					
Placements à long terme (notes 4 et 7)	5					
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	9 226 906	9 385 214	3 107 598	12 475 156	16 938 711
PASSIFS						
Découvert bancaire	10			183 691	183 691	
Emprunts temporaires	11	11 917 340	7 593 700	24 925	7 618 625	11 929 766
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	4 125 557	4 085 429	862 378	4 930 151	4 882 985
Revenus reportés (note 11)	13	1 190 492	118 080	14 378	132 458	1 190 492
Dettes à long terme (note 12)	14	50 204 726	56 559 916	1 134 290	57 694 206	56 282 821
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	68 000	55 000	971 978	1 026 978	157 103
	16	67 506 115	68 412 125	3 191 640	71 586 109	74 443 167
	17	(58 279 209)	(59 026 911)	(84 042)	(59 110 953)	(57 504 456)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)						
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	128 604 056	138 760 734	9 463 171	148 223 905	138 238 761
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	716 910	716 910		716 910	716 910
Stocks de fournitures	20	251 567	268 335		268 335	251 567
Autres actifs non financiers (note 15)	21	538 747	257 900	58 442	316 342	587 272
	22	130 111 280	140 003 879	9 521 613	149 525 492	139 794 510
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	3 875 098	5 160 122	1 232 033	5 160 122	5 176 330
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 613 088	1 387 572	502 981	3 122 586	6 175 905
Montant à pourvoir dans le futur	25	(346 047)	(266 711)	(973 606)	(1 240 317)	(467 447)
Financement des investissements en cours	26	(11 879 034)	(7 680 658)		(7 680 658)	(11 913 812)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	78 568 966	82 376 643	8 676 163	91 052 806	83 319 078
	28	71 832 071	80 976 968	9 437 571	90 414 539	82 290 054

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le 2010-07-06

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Réalizations 2008		Réalizations 2009		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 314 857	9 144 897	(1 020 712)	8 124 185
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	4 570 578	4 101 700	572 850	4 674 550
Autres					
-(Gain) perte sur cession	3	(19 570)	2 846	(1 827)	1 019
-	4				
	5	14 865 865	13 249 443	(449 689)	12 799 754
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(136 879)	(649 607)	528 065	(121 542)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(738 045)	(40 128)	29 456	(10 672)
Revenus reportés	9	247 034	(1 072 412)	14 378	(1 058 034)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(102 000)	(13 000)	882 876	869 876
Propriétés destinées à la revente	11	96 775			
Stocks de fournitures	12	(24 096)	(16 768)		(16 768)
Autres actifs non financiers	13	342 129	280 847	(9 918)	270 929
	14	14 550 783	11 738 375	995 168	12 733 543
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(17 226 507)	(14 289 372)	(402 440)	(14 691 812)
Produit de cession	16	23 361	28 148	3 253	31 401
	17	(17 203 146)	(14 261 224)	(399 187)	(14 660 411)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18				
Remboursement ou cession	19				
	20				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	21	4 184 500	9 348 100		9 348 100
Remboursement de la dette à long terme	22	(2 772 500)	(2 999 100)	(5 035 441)	(8 034 541)
Variation nette des emprunts temporaires	23	3 138 701	(4 323 640)	12 499	(4 311 141)
Autres					
- Variation nette des frais reportés liés à la dette	24	(547 274)	6 190	(8 592)	(2 402)
- Ajustement quotes-parts 2008	25			100 226	100 226
	26	4 003 427	2 031 550	(4 931 308)	(2 899 758)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	27	1 351 064	(491 299)	(4 335 327)	(4 826 626)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	28	3 011 741	4 362 805	5 580 002	9 942 807
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²					
	29	4 362 805	3 871 506	1 244 675	5 116 181

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Réalisations 2008	Budget 2009	Réalisations 2009	Total
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
Rémunération	1 5 673 838	5 976 700	2 116 741	8 573 373
Charges sociales	2 1 112 894	1 342 800	1 356 926	2 605 576
Biens et services	3 9 728 427	7 526 700	4 459 110	12 349 538
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
4 De l'organisme municipal	2 240 743	2 296 359	2 430 867	83 709
5 D'autres organismes municipaux		35 141		
6 Du gouvernement du Québec et ses entreprises				
7 D'autres tiers				
8 Autres frais de financement	22 246	5 000	44 396	77 066
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
9 Quotes-parts	539 178	519 000	640 498	640 498
10 Autres	1 257 146	4 682 400	1 621 742	507 184
11 Autres organismes	608 213	196 800	474 349	214 792
Amortissement des immobilisations	12 4 570 578	4 270 802	4 101 700	4 674 550
Autres	13 566 853	339 000	372 044	384 111
14	26 320 116	27 190 702	27 767 628	9 114 550
				33 004 081

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Budget 2009	Réalizations	
			2009	2008
Revenus				
Taxes	1	22 861 500	21 612 442	19 949 516
Paiements tenant lieu de taxes	2	214 000	234 034	240 086
Quotes-parts	3			
Transferts	4		3 331 430	3 832 918
Services rendus	5	4 862 195	5 869 105	5 729 369
Imposition de droits	6	376 200	2 695 584	2 508 971
Amendes et pénalités	7	623 209	851 699	769 528
Intérêts	8	130 256	263 069	419 553
Autres revenus	9	1 501 914	6 270 903	8 188 573
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	30 569 274	41 128 266	41 638 514
Charges				
Administration générale	12	4 079 383	4 162 307	3 803 929
Sécurité publique	13	4 119 380	5 100 351	3 667 245
Transport	14	6 572 295	7 067 373	6 600 579
Hygiène du milieu	15	7 493 750	8 029 796	7 344 790
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 105 651	1 142 219	1 092 670
Loisirs et culture	18	4 360 421	4 447 576	4 029 732
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	2 898 476	3 054 459	3 189 378
	21	30 629 356	33 004 081	29 728 323
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(60 082)	8 124 185	11 910 191
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	82 290 054	82 290 054	70 379 863
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		300	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	82 290 054	82 290 354	70 379 863
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	82 229 972	90 414 539	82 290 054

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8 .

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Budget 2009	Réalizations	
			2009	2008
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(60 082)	8 124 185	11 910 191
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(13 721 272)	(14 691 812)	(17 348 623)
Produit de cession	3		31 401	27 818
Amortissement	4	4 270 802	4 674 550	4 653 869
(Gain) perte sur cession	5		1 019	(20 401)
Réduction de valeur	6			
	7	(9 450 470)	(9 984 842)	(12 687 337)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			96 775
Variation des stocks de fournitures	9		(16 768)	(24 096)
Variation des autres actifs non financiers	10	1 100 278	270 928	340 377
	11	1 100 278	254 160	413 056
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(8 410 274)	(1 606 497)	(364 090)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(57 504 456)	(57 504 456)	(55 883 527)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			(1 256 839)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(57 504 456)	(57 504 456)	(57 140 366)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(65 914 730)	(59 110 953)	(57 504 456)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse (note 4)	1	4 303 232	9 108 988
Placements temporaires (note 4)	2	996 640	833 819
Débiteurs (note 5)	3	7 175 284	6 995 904
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (notes 4 et 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>12 475 156</u>	<u>16 938 711</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	183 691	
Emprunts temporaires	11	7 618 625	11 929 766
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	4 930 151	4 882 985
Revenus reportés (note 11)	13	132 458	1 190 492
Dette à long terme (note 12)	14	57 694 206	56 282 821
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 026 978	157 103
	16	<u>71 586 109</u>	<u>74 443 167</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(59 110 953)</u>	<u>(57 504 456)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	148 223 905	138 238 761
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	716 910	716 910
Stocks de fournitures	20	268 335	251 567
Autres actifs non financiers (note 15)	21	316 342	587 272
	22	<u>149 525 492</u>	<u>139 794 510</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>90 414 539</u>	<u>82 290 054</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 124 185	11 910 191
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 674 550	4 653 869
Autres			
-(Gain) perte sur cession	3	1 019	(20 401)
-	4		(1 318 183)
	5	12 799 754	15 225 476
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(121 542)	959 926
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(10 672)	(496 246)
Revenus reportés	9	(1 058 034)	247 034
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	869 876	(87 393)
Propriétés destinées à la revente	11		96 775
Stocks de fournitures	12	(16 768)	(24 096)
Autres actifs non financiers	13	270 929	397 734
	14	12 733 543	16 319 210
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(14 691 812)	(17 348 623)
Produit de cession	16	31 401	27 818
	17	(14 660 411)	(17 320 805)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18		
Remboursement ou cession	19		817 754
	20		817 754
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	21	9 348 100	4 209 064
Remboursement de la dette à long terme	22	(8 034 541)	(4 077 236)
Variation nette des emprunts temporaires	23	(4 311 141)	3 137 204
Autres			
- Variation nette des frais reportés liés à la dette à long te	24	(2 402)	(544 231)
- Fonds d'amortissement & autres	25	100 226	(3 096 380)
	26	(2 899 758)	(371 579)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	27	(4 826 626)	(555 420)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	28	9 942 807	10 498 227
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	29	5 116 181	9 942 807

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****1. Statut de l'organisme municipal**

La ville de Candiac est un organisme municipal constitué le 31 janvier 1957 en vertu de la Loi constituant en corporation la ville de Candiac (Bill no. 194) et est régie en vertu de la Loi sur les Cités et Villes de la province du Québec.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

Depuis l'exercice 2007, les états financiers regroupent les comptes de la Ville et ceux des organismes qu'elle contrôle. Les organismes suivants ont été intégrés aux états financiers de la Ville selon la méthode de consolidation proportionnelle:

- Régie intermunicipale de police Roussillon
- Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie
- Conseil intermunicipal de transport Le Richelain
- TARSO inc.

Toutes variations de quote-part des excédents de l'exercice antérieure sont constatés aux résultats de l'exercice courant.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres. [Les stocks destinés à la vente sont présentés à titre d'actifs financiers. Ils sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode de l'épuisement successif].

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

- | | |
|---|--------------|
| - Infrastructures | 15 à 40 ans |
| - Bâtiments | 15 et 40 ans |
| - Véhicules | 3 et 20 ans |
| - Ameublement et
équipement de bureau | 5 et 10 ans |
| - Machinerie, outillage
et équipements | 10 et 20 ans |

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****F) Avantages sociaux futurs**

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et tout excédent de la charge de fonctionnement sur les sommes à verser en fiducie.

H) Autres élémentsAUTRES ACTIFS :

Les frais relatifs au maintien à jour de l'inventaire du rôle d'évaluation sont comptabilisés au coût et amortis sur une période de 9 ans.

Les frais d'émission d'obligations sont comptabilisés au coût et amortis sur une période de 5 ans.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME :

Dettes émises avant le 31 décembre 2000 :

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice bien que les intérêts courus soient comptabilisés à titre de passif en contrepartie du montant à pourvoir dans le futur.

Dettes émises après le 31 décembre 2000 :

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice.

SUBVENTION DU MINISTÈRE DES TRANSPORT DU QUÉBEC

Les revenus de subvention du Ministère des Transport du Québec (MTQ) sur les activités de transport en commun sont basés sur les revenus des usagers selon la structure tarifaire alors en vigueur et selon les formules prescrites par le MTQ. Ils sont calculés en tenant compte de la même répartition des ventes et titres tarifaires.

Le calcul des subventions pour l'ensemble des circuits tient compte du maximum de subvention établi à 75% du déficit d'exploitation (revenus autonomes moins les dépenses d'exploitation) et les contributions municipales, d'un minimum de 25% du déficit d'exploitation de l'ensemble des circuits. Pour le calcul des subventions, le déficit d'exploitation est déterminé sans tenir compte de l'aide métropolitaine.

UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les produits et les charges présentés pour l'exercice. Les

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

résultats réels pourraient différer des estimations.

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

La municipalité a adopté en 2009 un nouveau modèle de présentation basé sur le concept de la dette nette de même que de nouvelles normes en matière de présentation des immobilisations, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Ces modifications de méthodes comptables ont été appliquées rétroactivement en retraitant les états financiers de l'exercice précédent (voir note 18).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	51 038	4 539 788
Placements temporaires	2	96 036	833 819
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 808 944	1 726 560
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 918 919	2 436 948
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	546 030	237 762
Organismes municipaux	8	816 022	660 000
Autres			
- contraventions et frais à recevoir	9	656 731	992 905
- Mutations et autres	10	1 428 638	941 729
	11	7 175 284	6 995 904
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	301 276	1 050 187
Organismes municipaux	13	58 561	147 277
Autres tiers	14		
	15	359 837	1 197 464
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	312 213	546 067
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	2009	2008
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 17 179	5 847
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (1 044 157)	(162 950)
	27 <u>(1 026 978)</u>	<u>(157 103)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 624 211	450 248
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29 885 193	16 878
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 2 093	1 887
Régimes de retraite des élus municipaux	32 37 101	33 877
	33 <u>1 548 598</u>	<u>502 890</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 2 139 309	2 281 759
Salaires et avantages sociaux	38 648 597	417 849
Dépôts et retenues de garantie	39 819 689	604 371
Provision pour contestations d'évaluation	40	225 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Gvt du Qc et ses entreprises	42 22 000	22 215
- Gvt du Cdn et ses entreprises	43 374	83
- Organismes municipaux	44 502 217	597 757
- Intérêts sur dette long terme	45 501 523	580 534
- Autres courus et passifs	46 296 442	153 417
	47 <u>4 930 151</u>	<u>4 882 985</u>

Note

11. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	1 071 310
Autres		
- Revenus reportés loisirs	50 79 228	55 245
- Surplus de la CARRA reporté	51 53 230	63 937
	52 <u>132 458</u>	<u>1 190 492</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

					2009	2008
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	10,63	2010	2014	53	58 221 289
Obligations et billets en monnaies étrangères					54	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55	
Organismes municipaux					56	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57	
Autres	6,25	7,45	2010	2013	58	26 557
					59	58 247 846
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(553 640)
					61	57 694 206
						56 834 055
						(551 234)
						56 282 821

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2009		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2010	62	3 580 109	70	78	87	95	3 580 109
2011	63	3 605 898	71	79	88	96	3 605 898
2012	64	3 475 421	72	80	89	97	3 475 421
2013	65	3 493 144	73	81	90	98	3 493 144
2014	66	3 448 520	74	82	91	99	3 448 520
2015 et +	67	40 644 754	75	83	92	100	40 644 754
Intérêts et frais accessoires	68	58 247 846	76	84	93	101	58 247 846
						102	
	69	58 247 846	77	86	94	103	58 247 846

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	9 495 765	132	811 348	159	(29 754 825)	186	40 061 938
Eaux usées	105	7 405 494	133	2 312 181	160	(21 313 000)	187	31 030 675
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	75 234 148	134	5 000 447	161	14 005 989	188	66 228 606
Autres	107	16 286 810	135	427 316	162	(953 470)	189	17 667 596
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	48 746 546	137	1 014 638	164	33 668 222	191	16 092 962
Améliorations locatives	110		138		165		192	
Véhicules	111	3 744 167	139	1 385 020	166	(33 887)	193	5 163 074
Ameublement et équipement de bureau	112	990 270	140	105 137	167	(819 731)	194	1 915 138
Machinerie, outillage et équipement divers	113	7 272 111	141	150 588	168	5 141 815	195	2 280 884
Terrains	114	6 113 752	142	11 855	169	399	196	6 125 208
Autres	115		143		170		197	
	116	<u>175 289 063</u>	144	<u>11 218 530</u>	171	<u>(58 488)</u>	198	<u>186 566 081</u>
Immobilisations en cours	117	<u>27 504 461</u>	145	<u>3 473 282</u>	172	<u>78 966</u>	199	<u>30 898 777</u>
	118	<u>202 793 524</u>	146	<u>14 691 812</u>	173	<u>20 478</u>	200	<u>217 464 858</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119	2 933 463	147	959 328	174	(16 181 753)	201	20 074 544
Eaux usées	120	1 481 818	148	620 639	175	(12 637 520)	202	14 739 977
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	27 546 449	149	1 715 312	176	8 051 197	203	21 210 564
Autres	122	3 673 637	150	482 782	177	(953 470)	204	5 109 889
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	20 484 797	152	380 342	179	17 544 159	206	3 320 980
Améliorations locatives	125		153		180		207	
Véhicules	126	1 776 865	154	244 143	181	(35 215)	208	2 056 223
Ameublement et équipement de bureau	127	679 338	155	110 052	182	(819 733)	209	1 609 123
Machinerie, outillage et équipement divers	128	5 978 396	156	161 952	183	5 020 695	210	1 119 653
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>64 554 763</u>	158	<u>4 674 550</u>	185	<u>(11 640)</u>	212	<u>69 240 953</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>138 238 761</u>					213	<u>148 223 905</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	342 475	342 475
Immeubles industriels municipaux	225	374 435	374 435
Autres	226		
	227	716 910	716 910
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	716 910	716 910

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	256 311	512 241
Frais reportés			
- dépenses reportées	231	60 031	75 031
-	232		
	233	316 342	587 272

Note**16. Engagements contractuels**

Les municipalités membres de la M.R.C. Roussillon ont conclu une entente sur la gestion des matières résiduelles, autorisant celle-ci à prolonger le système de gestion des déchets sur leur territoire et ce jusqu'en 2013.

Les municipalités de Candiac et Delson ont conclu, en avril 2000, une entente de regroupement de leurs services de protection des incendies respectifs et ce jusqu'en 2010. Chaque partie contribue aux dépenses pour les immobilisations et au coût d'exploitation du Service intermunicipal de protection des incendies Candiac/Delson pour 50% au prorata de la population et pour 50% au prorata de l'évaluation totale des municipalités.

La Ville a établi un programme de revitalisation pour un secteur particulier en offrant un programme de crédit de taxes pour certains travaux de construction ou de rénovation. Ce programme est en vigueur du 1er mars 2000 au 31 décembre 2010. Une somme de 380 607 \$ fût créditée en 2009.

En vertu de protocoles d'entente de fourniture d'eau potable, la ville dessert les municipalités de Delson, Saint-Constant, Sainte-Catherine, Saint-Mathieu de La Prairie et Saint-Philippe en fonction de leur consommation respective.

La Ville est engagée via le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain :

- Au près d'un transporteur, à verser annuellement une somme approximative de 1 467 200 \$ au cours des huit prochains exercices.
- Au près d'un gestionnaire, à verser une somme approximative de 123 978 \$ au cours des deux prochains exercices.

La Ville a des engagements pour l'entretien ménager, l'évaluation foncière, le soutien de logiciels, la disposition de déchets, des travaux d'entretien du réseau d'éclairage et d'électricité pour des montant de 1 797 676\$ dont 715 247 \$ en 2010.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

La Ville est engagée via la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie, la Régie intermunicipale de Police Roussillon et TARSO inc. dans plusieurs contrats pour une somme approximative de 3 945 759 \$ dont 863 746 \$ exigible en 2009.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville cautionne la marge de crédit de la société "Centre Sportif Candiac" pour un montant maximal de 49 900 \$. La Ville cautionne également pour cette même société le bail conclut avec la société Canlan Icesports Group concernant la location de l'aréna d'une valeur de 500 000 \$ par année, échéant le 31 décembre 2012.

b) Auto-assurance

En matière d'assurance, la Ville couvre les risques par un portefeuille d'assurances générales. La Ville ne pratique pas l'auto-assurance.

c) Poursuites

N/A

d) Autres

GRIEFS :

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. De l'avis des administrateurs de la Régie, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant, un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

18. Redressement aux exercices antérieurs

À la suite des modifications de méthodes comptables qui ont été appliquées rétroactivement en retraitant les états financiers de l'exercice précédent, l'amortissement annuel du coût des immobilisations d'un montant de 4 653 869 \$ a été pris en compte dans les charges de 2008 et l'acquisition d'immobilisations d'un montant de 17 348 623\$, n'étant plus une charge, y a été retranchée de manière à présenter les charges selon les nouvelles normes.

Les charges sont par conséquent établies uniquement à des fins de fonctionnement. Ces redressements n'ont aucun effet sur l'excédent (déficit) accumulé de la municipalité au 1er janvier 2009.

Un organisme contrôlé a redressé le solde des immobilisations au 1er janvier 2009 pour tenir compte de certains actifs radiés en 2008 qui avaient déjà été radiés antérieurement.

Un redressement a été constaté dans le rapport financier de la Régie intermunicipale de police Roussillon.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la municipalité participe, après élimination des opérations réciproques.

20.

EMPRUNT TEMPORAIRE :

La Ville et les organismes inclus dans son périmètre comptable dispose de marges de crédit :

- Pour un montant autorisé totalisant de 3 000 000 \$ pour les activités financières et un montant autorisé de 41 575 000 \$ pour les activités d'investissement, portant intérêt au taux préférentiel moins 0.90 % et renouvelable le 31 mai 2010.
- Pour un montant autorisé totalisant de 366 800 \$, portant intérêt au taux préférentiel.
- Pour un montant autorisé totalisant de 180 900 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0.15%.
- Pour un montant autorisé totalisant de 34 600 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 1%.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 160 122	5 176 330
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	3 122 586	6 175 905
Montant à pourvoir dans le futur	3	(1 240 317)	(467 447)
Financement des investissements en cours	4	(7 680 658)	(11 913 812)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	91 052 806	83 319 078
	6	90 414 539	82 290 054

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Transport en commun	7	143 677	143 677
- Immobilisations	8		252 874
- Régie de Police Roussillon	9	1 223 873	
- Régie ass eaux La Prairie	10	258 657	274 386
- CIT Richelain	11	9 355	
- TARSO	12	(17 072)	
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	1 618 490	670 937
Réserves financières			
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
	24		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	465 093	371 686
Fonds parcs et terrains de jeux	26	160 537	198 217
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	27		
Société québécoise d'assainissement des eaux	28		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	29	474 088	415 276
Fonds d'amortissement	30		4 133 977
Financement des activités de fonctionnement	31	400 737	381 851
Autres			
- Frais liés à la dette	32	3 641	3 961
-	33		
-	34		
-	35		
	36	1 504 096	5 504 968
	37	3 122 586	6 175 905

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	38	41 960
Intérêts sur la dette à long terme	39 58 711	77 087
Élections	40	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	41 208 000	227 000
Régimes non capitalisés	42 126 630	121 400
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	43	
Régimes non capitalisés	44 846 976	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	45	
Autres		
-	46	
-	47	
	48 1 240 317	467 447
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	49 368 546	717 327
Investissements à financer	50 (8 049 204) (12 631 139)	51 (11 913 812)
	51 (7 680 658)	(11 913 812)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	52 148 223 905	138 238 761
Propriétés destinées à la revente	53 716 910	716 910
Prêts	54	
Placements à titre d'investissement	55	
Participations dans des entreprises municipales	56	
	57 148 940 815	138 955 671
Éléments de passif		
Dette à long terme	58 57 694 206	56 282 821
Frais reportés liés à la dette à long terme	59 553 640	551 234
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	60 (359 837) (1 197 464)	61 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	61 () ()	62 () ()
	62 57 888 009	55 636 593
Dette en cours de refinancement et autres éléments	63	
	64 57 888 009	55 636 593
	65 91 052 806	83 319 078

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
	1	<u>2</u>	2	<u>3</u>	3	<u>4</u>
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	<u>2</u>	2	<u>3</u>	3	<u>4</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Ville de Candiac parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif.

Les cotisations salariales des participants cols blancs et cols bleus s'élèvent à 6,0 % du salaire en 2007 et à 6,5 % du salaire à compter de 2008 et s'élèvent à 7,65 % du salaire pour les participants cadres. Les cotisations annuelles totales (cotisations pour le service courant et cotisations pour le financement du déficit actuariel, s'il y a lieu) de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants plus 0,75 % des salaires des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère correspond à la somme des éléments suivants :

Pour le service en tant que col blanc ou col bleu :

- Rente assurée par un assureur pour la participation avant le 1er janvier 1988;
- Rente accumulée pour le service du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1994;
- 2 % du salaire de chaque année de participation depuis le 1er janvier 1995.

Pour le service en tant que cadre :

- Rente assurée par un assureur pour la participation avant le 1er janvier 1988;
- Rente accumulée pour le service du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1994;
- 2% su salaire final multiplié par le nombre d'année de participation depuis le 1er janvier 1995.

Le salaire final correspond à la moyenne des trois meilleurs salaires annuels avant la retraite.

De plus, la prestation de retraite viagère pour la participation en tant que col blanc ou col bleu depuis le 1er janvier 1988 est indexée annuellement après la retraite selon l'augmentation annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) réduit de 2,0 %, jusqu'à concurrence d'un maximum annuel de 4,0 %. La dernière évaluation actuarielle a été produite le 1er juillet 2008.

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA RÉGIE DE POLICE ROUSSILLON

La Régie intermunicipale de police Roussillon parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif.

Les cotisations salariales des participants cols blancs s'élèvent à 7.5 % du salaire alors que les cotisations salariales des participants policiers et cadres s'élèvent à 9.0 % du salaire. Les cotisations annuelles totales (cotisations pour le service courant et cotisations pour le financement du déficit actuariel, s'il y a lieu) de la Régie ne peuvent être inférieures à 12% des salaires pour les policiers et à 7.5 % des salaires pour les employés civils.

La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère correspond à la somme des éléments suivants :

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Pour les policiers qui participaient au présent régime en date du 31 décembre 2003:

- 2% du salaire au 31 décembre 1995 multiplié par le nombre d'année de participation au 31 décembre 1995;
- 2% du salaire de l'année pour chaque année de participation du 1er janvier 1996 au 31 décembre 1998;
- 2% du salaire final moyen des trois années les mieux rémunérées multiplié par le nombre d'année de participation à compter du 1er janvier 1999.

Pour les autres policiers:

- 2% du salaire final moyen des trois années les mieux rémunérées multiplié par le nombre d'année de participation.

Pour les participants policiers actifs du régime Roussillon au 1er janvier 1999, la rente normale relativement au service antérieur au 1er janvier 1999 est augmentée de 5.2% au 1er janvier 2004 et une rente de 2% du salaire de 1995 est reconnue pour une période antérieure à l'adhésion sans excéder 6 mois.

Pour les participants policiers actifs du régime Roussillon au 1er janvier 1999 qui ont pris leur retraite avant le 1er janvier 2004, un ajustement est accordé au 1er janvier 2004 correspondant à la rente additionnelle qui aurait été versée si une telle amélioration avait été accordée au moment de sa retraite.

Pour les employés civils:

- 1.5% du salaire gagné de 1990 multiplié par le nombre d'année de participation au régime avant le 1er janvier 1990;
- 50% des cotisations versées par le participant pour les années de participation du 1er janvier 1990 au 31 décembre 1993;
- Le maximum entre 50% des cotisations versées par le participant en 1994 et 2% du salaire de 1994;
- 2% du salaire de l'année pour chaque année de participation du 1er janvier 1995 au 31 décembre 2006;
- 2% du salaire final moyen des trois années les mieux rémunérées multiplié par le nombre d'année de participation à compter du 1er janvier 2007.

De plus, la prestation de retraite viagère pour la participation est indexée annuellement tel que prévu au règlement du régime pour les participants suivants :

- Policiers participants au régime de retraite des policiers syndiqués de la Ville de La Prairie en date du 31 décembre 2003;
- Rentes relatives au service à compter du 1er janvier 2004 pour les policiers participants au présent régime en date du 31 décembre 2003;
- Rentes relatives au service à compter du 1er janvier 1988 pour les employés civils.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs	2009	2008
Actif (passif) au début de l'exercice	4 14 310	(97 309)
Charge de l'exercice	5 (624 211)	(450 248)
Cotisations versées par l'employeur	6 627 080	553 404
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>17 179</u>	<u>5 847</u>
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 11 765 551	10 483 494
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (13 027 028)	(11 264 987)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (1 261 477)	(781 493)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>1 278 656</u>	<u>787 340</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 17 179	5 847
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>17 179</u>	<u>5 847</u>
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 11 765 551	10 483 515
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (13 027 028)	(11 265 009)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (1 261 477)	(781 494)
 Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 958 087	804 502
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>958 087</u>	<u>804 502</u>
Cotisations salariales des employés	21 (445 428)	(388 269)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 <u>512 659</u>	<u>416 233</u>
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 54 929	6 298
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25	57 292
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26	(42 685)
Variation de la provision pour moins-value	27	
Autres :		
-	28	
-	29	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 <u>567 588</u>	<u>437 138</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 <u>750 501</u>	<u>645 294</u>
Rendement espéré des actifs	32 (693 878)	(632 184)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 <u>56 623</u>	<u>13 110</u>
Charge de l'exercice	34 <u>624 211</u>	<u>450 248</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 171 740	(55 649)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (693 879)	(199 816)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (522 139)	144 167
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	(71 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (201 384)	386 056
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 10 638 496	8 369 688
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,75 %	2,75 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs

	2009	2008
Passif au début de l'exercice	57 (162 944)	(144 754)
Charge de l'exercice	58 (885 193)	(16 878)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 3 980	(1 318)
Passif à la fin de l'exercice	60 (1 044 157)	(162 950)

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (1 034 931)	(167 654)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (9 226)	4 707
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (1 044 157)	(162 947)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 11 035	9 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 846 976	
	66 858 011	9 900
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 858 011	9 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (362)	(325)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
- Quote-part du passif du début	73 18 680	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 876 329	9 575
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 8 864	7 303
Charge de l'exercice	77 885 193	16 878

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 4 342	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 17	17

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	4,90 %	4,74 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>2 093</u>	<u>1 887</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92		Oui
93		Non

Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>2009</u>	<u>2008</u>
	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>7 605</u>	<u>7 238</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	26 393	24 320
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>10 708</u>	<u>9 557</u>
	<u>37 101</u>	<u>33 877</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2009

		Secteurs		Ensemble		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	15 091 228	20	43 156 618	39	58 247 846
Ajouter						
Activités d'investissement à financer	2	5 756 684	21	2 292 520	40	8 049 204
Activités de fonctionnement à financer	3		22		41	
Dettes en cours de refinancement	4		23		42	
Autres						
-	5		24		43	
-	6		25		44	
Déduire						
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme						
Excédent accumulé	7		26		45	
Débiteurs	8		27	359 837	46	359 837
Autres montants	9		28		47	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	132 204	29	236 342	48	368 546
Autres déductions						
-	11		30		49	
-	12		31		50	
Endettement net à long terme	13	20 715 708	32	44 852 959	51	65 568 667
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes						
Municipalité régionale de comté	14		33		52	
Communauté métropolitaine	15		34		53	
Autres organismes	16		35		54	
	17		36		55	
Endettement total net à long terme	18	20 715 708	37	44 852 959	56	65 568 667
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	19		38		57	

RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS CONSOLIDÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	16 335 200	17 254 986	17 254 986	15 951 854
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				9 582
Autres	8				
	9	16 335 200	17 254 986	17 254 986	15 961 436
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 466 900	1 829 930	1 829 930	1 725 950
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 465 200	1 137 503	1 137 503	1 082 694
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Service de la dette	17	2 594 200	1 349 453	1 349 453	1 179 436
Activités de fonctionnement	18				
Activités d'investissement	19		40 570	40 570	
	20	6 526 300	4 357 456	4 357 456	3 988 080
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	21				
Autres	22				
	23				
	24	6 526 300	4 357 456	4 357 456	3 988 080
	25	22 861 500	21 612 442	21 612 442	19 949 516

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	26	26 100	37 371	42 492
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	27		111	306
Taxes d'affaires	28			
Compensations pour les terres publiques	29			
	30	26 100	37 482	42 798
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	38 500	44 083	44 059
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	149 400	152 469	153 229
	34	187 900	196 552	197 288
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	35			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	36			
Taxes d'affaires	37			
Biens culturels classés	38			
	39			
	40	214 000	234 034	240 086
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	214 000	234 034	240 086

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
TRANSFERTS				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	52			
Péréquation	53			
Réorganisation municipale	54			
Neutralité	55			
Diversification des revenus	56			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	57	134 721	134 721	107 155
Programme d'aide financière aux MRC	58			
Autres	59		3 810	
	60	134 721	138 531	107 155
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS				
Administration générale	61			
Sécurité publique				
Police	62		3 340	2 305
Sécurité incendie	63			
Sécurité civile	64			
Autres	65			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	66	431 300	10 349	175 639
Enlèvement de la neige	67			
Autres	68			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	69		862 382	498 718
Transport adapté	70		72 079	61 053
Transport scolaire	71			
Autres	72			44 834
Transport aérien	73			
Transport par eau	74			
Autres	75			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	76			
Réseau de distribution de l'eau potable	77	1 086 559	1 086 559	
Traitement des eaux usées	78		462 823	1 892 063
Réseaux d'égout	79	543 310	543 310	
Matières résiduelles	80	104 357	104 357	145 544
Cours d'eau	81			
Protection de l'environnement	82			
Autres	83			
Santé et bien-être				
Logement social	84			
Sécurité du revenu	85			
Autres	86			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	87			
Rénovation urbaine	88			
Promotion et développement économique	89			
Autres	90			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	91	11 400	7 100	869 007
Activités culturelles				
Bibliothèques	92	25 000	40 600	36 600
Autres	93			
Réseau d'électricité	94			
	95	467 700	1 792 275	3 192 899
	96	467 700	1 926 996	3 331 430

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Évaluation	97			
Autres	98	80 000	215 288	207 721
	99	80 000	215 288	207 721
Sécurité publique				
Police	100		13 076	25 271
Sécurité incendie	101	248 400	350 001	288 616
Sécurité civile	102			
Autres	103			
	104	248 400	363 077	313 887
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	105	3 300	3 380	3 380
Enlèvement de la neige	106			
Autres	107			
Transport collectif	108		60	
Autres	109			
	110	3 300	3 440	3 380
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	111	2 042 500	2 303 460	2 209 753
Réseau de distribution de l'eau potable	112	21 500		
Traitement des eaux usées	113			
Réseaux d'égout	114			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques	115			
Matières secondaires	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			
	121	2 064 000	2 303 460	2 209 753
Santé et bien-être				
Logement social	122			
Autres	123			
	124			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	125			
Rénovation urbaine	126			
Promotion et développement économique	127			
Autres	128			
	129			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	130			
Activités culturelles				
Bibliothèques	131			
Autres	132			
	133			
Réseau d'électricité	134			
	135	2 395 700	2 885 265	2 734 741

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	136	117 800	150 647	400 417
Sécurité publique	137	9 400	59 799	58 033
Transport				
Réseau routier	138	10 000	23 074	1 734
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	139		994 493	916 381
Transport adapté	140		22 971	16 181
Transport scolaire	141			
Autres	142			
Autres	143			
Hygiène du milieu	144	28 000	30 201	944 277
Santé et bien-être	145			
Aménagement, urbanisme et développement	146		2 547	33 680
Loisirs et culture	147	350 200	694 574	623 925
Réseau d'électricité	148			
	149	515 400	960 842	2 994 628
TOTAL DES SERVICES RENDUS	150	2 911 100	3 846 107	5 729 369
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	151	70 000	206 718	158 849
Droits de mutation immobilière	152	306 200	2 488 866	2 350 122
Droits sur les carrières et sablières	153			
Autres	154			
	155	376 200	2 695 584	2 508 971
AMENDES ET PÉNALITÉS	156	110 000	373 588	769 528
INTÉRÊTS	157	115 000	253 409	419 553
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	158		(2 847)	119 469
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	159			
Gain (perte) sur cession de placements	160			
Contributions des promoteurs	161	1 485 000	5 930 922	7 939 030
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	162			
Contributions des organismes municipaux	163			
Autres	164		42 290	130 074
	165	1 485 000	5 970 365	8 188 573

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2009		Réalizations 2009		Réalisations 2009	Réalisations 2008
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	881 100	929 145	929 145	929 145	806 957
Application de la loi	2	275 500	304 642	304 642	304 642	259 646
Gestion financière et administrative	3	882 400	963 415	963 415	963 415	797 564
Greffé	4	666 100	595 846	595 846	595 846	569 345
Évaluation	5	246 100	346 910	346 910	346 910	278 631
Gestion du personnel	6	190 700	128 700	128 700	128 700	43 388
Autres	7	826 100	784 782	108 867	893 649	1 048 398
	8	3 963 000	4 053 440	108 867	4 162 307	3 803 929
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	2 491 000	2 490 272	2 490 272	3 824 610	2 560 583
Sécurité incendie	10	897 600	1 029 260	1 029 260	1 029 260	968 794
Sécurité civile	11	5 000	6 702	6 702	6 702	5 544
Autres	12	161 800	142 927	239 779	239 779	132 324
	13	3 555 400	3 669 161	96 852	3 766 013	3 667 245
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voie municipale	14	1 360 700	1 594 723	1 409 611	3 004 334	3 018 049
Enlèvement de la neige	15	495 100	522 207	522 207	522 207	693 116
Éclairage des rues	16	153 200	263 112	263 112	263 112	465 020
Circulation et stationnement	17	189 900	283 510	283 510	283 510	216 402
Transport collectif						
Transport en commun	18	944 900	854 068	444	2 994 210	2 207 992
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	3 143 800	3 517 620	1 410 055	4 927 675	6 600 579

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2009		Réalizations 2009		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2009	2008
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	49	608 300	499 734	499 734	499 734	492 806
Patinoires intérieures et extérieures	50	740 000	878 726	878 726	878 726	740 841
Piscines, plages et ports de plaisance	51	132 000	107 106	107 106	107 106	101 014
Parcs et terrains de jeux	52	1 253 600	1 349 984	568 035	1 918 019	1 713 126
Parcs régionaux	53					
Expositions et foires	54					
Autres	55					
	56	2 733 900	2 835 550	568 035	3 403 585	3 047 787
Activités culturelles						
Centres communautaires	57	323 400	322 114	6 465	328 579	306 140
Bibliothèques	58	487 000	513 926	35 559	549 485	474 313
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	59					
Autres ressources du patrimoine	60					
Autres	61	216 700	165 927		165 927	201 492
	62	1 027 100	1 001 967	42 024	1 043 991	981 945
	63	3 761 000	3 837 517	610 059	4 447 576	4 029 732
	64					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	65	2 257 700	2 430 867		2 430 867	2 975 593
Autres frais	66	73 800				182 013
Autres frais de financement	67		36 000		36 000	20 413
Avantages sociaux futurs	68	5 000	8 396		8 396	11 359
Autres	69	2 336 500	2 475 263		2 475 263	3 189 378
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS ⁷⁰		4 270 802	4 101 700	(4 101 700)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel vérifié	
Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non vérifiés	
Consolidés	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Non consolidés	
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité Eau et égout	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2011	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE OU GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 108.2 de la Loi sur les cités et villes, nous avons procédé à une vérification visant à déterminer si, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, le taux global de taxation réel de la ville de Candiac est conforme aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale portant sur le taux global de taxation. La responsabilité du respect de ces exigences légales incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que la municipalité a respecté les dispositions légales mentionnées ci-dessus. Ce type de vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des exigences légales en cause. Elle comprend également l'appréciation du respect général des dispositions légales en cause, ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation réel de la ville de Candiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 est établi, à tous les égards importants, conformément aux dispositions législatives précitées.

LIEU Saint-RémiDATE 2010-04-08

Dernière modification avant dépôt : 2010-07-05 16:01:39

Dernière modification : 2010-07-05 16:01:39

Réservé au ministère

90 414 539	8 124 185	18 806 706	1,0137
------------	-----------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		21 993 049
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) (LFM)	2		<u> </u>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	380 607	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>	10 <u>380 607</u>
Revenus de taxes	11		<u>21 612 442</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		21 612 442
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		21 612 442
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 805 736	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	8		2 805 736
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10		18 806 706

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2009 ²	1	<u>1 842 202 200</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2009 ²	2	<u>1 868 430 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 855 316 450</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>18 806 706</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 855 316 450</u>
Taux global de taxation réel de 2009	6	1 , 0 1 3 7 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2009 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2009 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	1 870 000	1 481 973	1 481 973	1 121 461
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 000 000			
Usines et bassins d'épuration	3				1 845 486
Conduites d'égout	4	3 305 500	3 811 267	3 811 267	3 030 340
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 997 500	5 102 704	5 120 250	4 865 484
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Système d'éclairage des rues	8		455 890	455 890	3 479 465
Aires de stationnement	9				15 022
Parcs et terrains de jeux	10	1 773 000	2 045 939	2 045 938	442 561
Autres infrastructures	11	455 000	486 218	512 979	125 876
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13		228 490	309 265	250 825
Édifices communautaires et récréatifs	14	25 000			52 188
Améliorations locatives	15				
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				58 700
Autres	17	271 000	171 250	394 251	1 130 072
Ameublement et équipement de bureau	18		77 581	105 517	854 744
Machinerie, outillage et équipement divers	19	320 500	390 331	396 627	12 372
Terrains	20		37 729	49 585	64 027
Autres	21	50 000		8 270	
	22	13 067 500	14 289 372	14 691 812	17 348 623

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		670 625	670 625	
Usines de traitement de l'eau potable	24				
Usines et bassins d'épuration	25				1 845 486
Conduites d'égout	26		1 763 433	1 763 433	526 970
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	27		811 348	811 348	1 121 461
Usines de traitement de l'eau potable	28				
Usines et bassins d'épuration	29				
Conduites d'égout	30		2 047 834	2 047 834	2 503 370

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Ajouter		Déduire		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	56 797 657	22	9 348 100	43	7 924 468	64	58 221 289
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		23		44		65	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3		24		45		66	
Organismes municipaux	4		25		46		67	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		26		47		68	
Autres	6	36 398	27		48	9 841	69	26 557
	7	56 834 055	28	9 348 100	49	7 934 309	70	58 247 846
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		29		50		71	
Réserves financières et fonds réservés	9	4 133 977	30	512 102	51	4 646 079	72	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	11 599 302	31	4 202 574	52	710 650	73	15 091 226
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	39 903 312	32	5 145 526	53	2 252 055	74	42 796 783
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		33		54		75	
	13	55 636 591	34	9 860 202	55	7 608 784	76	57 888 009
Par les tiers								
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	1 050 187	35		56	748 911	77	301 276
Organismes municipaux	15	147 277	36	(3)	57	88 713	78	58 561
Autres tiers	16		37		58		79	
Autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme								
	17		38		59		80	
	18	1 197 464	39	(3)	60	837 624	81	359 837
	19	56 834 055	40	9 860 199	61	8 446 408	82	58 247 846
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Dettes en cours de refinancement	20		41		62		83	
	21	56 834 055	42	9 860 199	63	8 446 408	84	58 247 846

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	519 000	566 829	566 829	472 995
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21		73 669	73 669	66 183
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	519 000	640 498	640 498	539 178

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Effectifs personnes/ année ¹	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total
Administration municipale					
1 Cadres et contremaîtres	17,06	32,5	1 444 483	260 178	1 704 661
2 Professionnels					
3 Cols blancs	45,28	32,5	2 308 256	319 880	2 628 136
4 Cols bleus	46,28	39	1 959 270	543 671	2 502 941
5 Policiers					
6 Pompiers	8,83	40	522 736	70 883	593 619
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)					
8	117,45		6 234 745	1 194 612	7 429 357
9	8,00		221 887	54 038	275 925
10	125,45		6 456 632	1 248 650	7 705 282

1. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ EAU ET ÉGOUT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Revenus de transfert		Total
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	
	Investissement		
	Fonctionnement		
48 Approvisionnement et traitement de l'eau potable	52	56	60
49 Réseau de distribution de l'eau potable	53	57	61
50 Traitement des eaux usées	54	58	62
51 Réseaux d'égout	55	59	63
	1 086 559	543 310	1 086 559
			543 310
			543 310

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	151	166	181	196	196		211	226		
Sécurité du revenu	152	167	182	197	197		212	227		
Autres	153	168	183	198	198		213	228		
	154	169	184	199	199		214	229		
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	155	990 010	170	40 341	1 030 351	200	2 547	215	1 027 804	230
Rénovation urbaine	156		171	186		201		216		231
Promotion et développement économique	157	111 868	172	187	111 868	202		217	111 868	232
Autres	158		173	188		203		218		233
	159	1 101 878	174	40 341	1 142 219	204	2 547	219	1 139 672	234
Loisirs et culture										
Activités récréatives	160	2 835 550	175	568 035	3 403 585	205	694 574	220	2 709 011	235
Activités culturelles	161	513 926	176	35 559	549 485	206		221	549 485	236
Bibliothèques	162	488 041	177	6 465	494 506	207		222	494 506	237
Autres	163	3 837 517	178	610 059	4 447 576	208	694 574	223	3 753 002	238
	164		179	194		209		224		239
Réseau d'électricité										
	165	21 190 665	180	4 101 700	25 292 365	210	3 846 107	225	21 446 258	240
										2 475 263

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	14 122 227	17 226 507
Frais de financement	4	167 145	
Autres	5		
	6	14 289 372	17 226 507

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	3 875 098	1 938 640
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 875 098	1 938 640
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 942 030	3 111 075
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(286 000)
Activités d'investissement	6	(909 880)	(888 617)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	252 874	
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	1 285 024	1 936 458
Solde à la fin de l'exercice	11	5 160 122	3 875 098
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	1 613 088	1 700 080
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	1 613 088	1 700 080
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	664 329	479 824
Activités d'investissement	16	(715 817)	(639 624)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	(252 874)	
Financement des investissements en cours	18	78 846	72 808
	19	(225 516)	(86 992)
Solde à la fin de l'exercice	20	1 387 572	1 613 088
Montant à pourvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	21	(346 047)	(380 511)
Redressement aux exercices antérieurs	22		
Solde redressé au début de l'exercice	23	(346 047)	(380 511)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	24	(19 000)	(19 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	25	()	()
Régimes non capitalisés	26	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
	27	()	()
Autres	28	()	()
	29	(19 000)	(19 000)
Diminution de l'exercice	30	60 336	15 464
	31	79 336	34 464
Solde à la fin de l'exercice	32	(266 711)	(346 047)

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		2009	2008
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	33	(11 879 034)	(9 175 264)
Redressement aux exercices antérieurs	34		
Solde redressé au début de l'exercice	35	(11 879 034)	(9 175 264)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	36	4 277 222	(2 630 962)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	37		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	(78 846)	(72 808)
	40	4 198 376	(2 703 770)
Solde à la fin de l'exercice	41	(7 680 658)	(11 879 034)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	42	78 568 966	67 434 260
Redressement aux exercices antérieurs	43		
Solde redressé au début de l'exercice	44	78 568 966	67 434 260
Variation de l'exercice	45	3 807 677	11 134 706
Solde à la fin de l'exercice	46	82 376 643	78 568 966

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 108 566</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>regie police</u> 2	338 061
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 446 627</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 446 627</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	2009		2008
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Taxes sur la valeur foncière		Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	[][] , [][][][] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[][0] , [7 7 0 0] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[][0] , [7 7 0 0] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[][2] , [2 4 0 0] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[][2] , [2 4 0 0] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[][1] , [5 4 0 0] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[][0] , [7 7 0 0] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[][] , [][][][] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[][] , [][][][] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[][] , [][][][] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[][] , [][][][] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[][] , [][][][] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[][] , [][][][] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[][] , [][][][] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[][] , [][][][] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[][] , [][][][] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[][] , [][][][] \$

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 5 0 , 0 0 \$	
Égout	2	, \$	
Eau et égout	3	, \$	
Traitement des eaux usées	4	, \$	
Matières résiduelles	5	2 0 0 , 0 0 \$	

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau non résidentiel au compteur	,5500	7	mètre cube
Eau - piscine	30,0000	4	
Eau - multifamiliale	142,5000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2009	7	380 607 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2009 des engagements en vertu du règlement concerné	8	220 800 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	\$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2009 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	23 010 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 100, boulevard Montcalm nord
(no) (rue)
Candiac J5R 3L8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 444-6000
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 444-6009
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ville.candiac.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Sylvie Landry, CGA, OMA

Téléphone (450) 444-6015
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 444-6009
(ind. rég.) (numéro)

Courriel slandry@ville.candiac.qc.ca

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Lefaivre Labrèche Gagné CA SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 35, rue St-Pierre
(no) (rue)
Saint-Constant J5A 2E4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 454-3974
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 454-7320
(ind. rég.) (numéro)

Courriel denis@lefaivre-labreche.com

Responsable du dossier Denis Savage, CA auditeur

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2011

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2009

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1

2

3

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2011 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2010-07-05 16:01:39

Dernière modification : 2010-07-05 16:01:39

Réservé au ministère

90 414 539	8 124 185	18 806 706	1,0137
------------	-----------	------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé de
(Nom)
Candiac _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, déposé lors
(Nom de l'organisme)
de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
(Date)
ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 8 124 185 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
à la page S34 ligne 4 est de 18 806 706 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2010-07-05 16:01:39

Dernière modification : 2010-07-05 16:01:39

Réservé au ministère

90 414 539	8 124 185	18 806 706	1,0137
------------	-----------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2009 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2011 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)